



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Nouveau-coup-d-eclat-du-FRAPRU-pour-sauver-le-programme-de-logement-social>

Nouveau coup d'éclat du FRAPRU pour sauver le programme de logement social AccèsLogis



- Communiqués -

Date de mise en ligne : jeudi 21 janvier 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 21 janv. 2016 - Plusieurs dizaines de membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont envahi le hall d'entrée de la Tour de la Bourse et bloqué les ascenseurs menant au bureau du ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, sur l'heure du midi, à Montréal. Des centaines de ballons, sur lesquels était écrit le message « Sauvez AccèsLogis », ont été lâchés à l'intérieur de l'édifice, pendant qu'une manifestation d'appui se déroulait à l'extérieur. Ce coup d'éclat s'inscrivait dans le cadre de la semaine nationale d'actions organisée par le FRAPRU pour sauver le programme Accès Logis, le seul qui permet le financement de nouveaux logements sociaux au Québec.

Le FRAPRU craint que le prochain budget du gouvernement Couillard ne comprenne aucun investissement dans AccèsLogis, qui a déjà fait l'objet d'une coupe de moitié dans le budget Leïtão de mars 2015. Selon Émilie E. Joly, porte-parole du FRAPRU, « il serait absolument inadmissible que le gouvernement libéral cesse de financer la réalisation de nouveaux logements sociaux, alors que les besoins sont toujours aussi importants ». Elle a rappelé que, selon les données mêmes des gouvernements, 168 000 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement dans la région métropolitaine de Montréal, ce qui les rend théoriquement admissibles à un logement social subventionné.

Le FRAPRU estime qu'un programme comme AccèsLogis est toujours nécessaire, puisqu'il permet de répondre à une variété de besoins, dont ceux des personnes et des familles mal-logées, des personnes âgées en perte d'autonomie, des personnes itinérantes ou ayant des besoins de logements avec support communautaire. Il ajoute que le supplément au loyer-marché privé, maintenant favorisé ouvertement par le gouvernement libéral n'a pas du tout les mêmes retombées sociales et économiques qu'AccèsLogis et n'offre qu'une aide temporaire.

L'organisme revendique que le budget de mars prochain annonce le retour d'AccèsLogis et ce, pour une période de cinq ans, comme le gouvernement l'a fait, dans son dernier budget, pour le supplément au loyer - marché privé.